

Maître d'Ouvrage :

**MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET
DE LA COHESION DES TERRITOIRES**



**Direction Interdépartementale des Routes Massif-
Central
et
Région Auvergne Rhône Alpes**

ACCORDS-CADRE

**TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET DE MISE EN CONFORMITÉ
DE DISPOSITIFS DE RETENUE SUR LES ROUTES DU
DISTRICT CENTRE ET DU DISTRICT SUD**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

**C.C.A.P. DE L'ACCORD-CADRE
ACMSDR2025**

GROUPEMENT DE COMMANDE

**Ministère des Transports-Direction
Interdépartementale des Routes Massif Central
et
Région Auvergne Rhône Alpes**

Le coordonnateur du groupement est :

***Ministère des Transports-Direction
Interdépartementale des Routes Massif
Central***

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

C.C.A.P.

(CCAP N° ACMSDR2025)

L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

**Ministère des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Massif Central**
Et
Région Auvergne Rhône Alpes

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central par arrêté préfectoral PREF-69-2023-08-21-00012 du 21/08/2023 portant délégation de signature octroyée à Monsieur Olivier JAUTZY, Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central pour les marchés subséquents passés pour le compte du Ministère des Transports-Direction Interdépartementale des Routes Massif Central

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central par délégation arrêté n°2024/12/00928 du 19/12/2024 du Président du Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes pour les marchés subséquents passés pour le compte de la Région AURA

Objet du marché

Travaux d'amélioration et de mise en conformité de dispositifs de retenue sur les routes du District Centre et du District Sud

1. Table des matières

Article 1. Objet - Intervenants – Dispositions générales.....	5
1.1 Objet de l'accord-cadre – Domicile du titulaire.....	5
1.2 Allotissement.....	5
1.3 Dispositions générales.....	6
1.3.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	6
1.3.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	6
a) Intervenants étrangers.....	6
1.3.3 Assurances.....	7
1.3.4 Autres dispositions générales.....	8
Article 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	8
Article 3. Durée de chaque accord-cadre et délais d'exécution.....	8
3.1 Durée de l'accord cadre.....	8
3.2 Délais d'exécution.....	8
Article 4. Variation dans les prix.....	8
4.1 Révisions des prix.....	8
4.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	9
4.3 Choix de l'index de référence.....	9
4.4 Modalités de révision des prix.....	9
Article 5. Règles de consultation communes aux marchés subséquents.....	9
5.1 Mise en concurrence.....	9
5.2 Conditions de la consultation.....	10
5.2.1 Variantes.....	10
5.2.2 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Spéciales.....	10
5.2.3 Solutions techniques complémentaires ou alternatives.....	10
5.2.4 Délais de réalisation.....	10
5.2.5 Modifications de détail au dossier de consultation.....	10
5.2.6 Délai de validité des offres pour les marchés subséquents.....	10
5.2.7 Propriété intellectuelle.....	10
5.2.8 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
5.2.9 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	11
5.2.10 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	11
5.2.11 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	11
5.2.12 Appréciation des équivalences dans les normes.....	11
5.2.13 Clauses sociales et environnementales.....	11
5.3 Documents fournis aux candidats.....	12
5.4 Composition de l'offre pour les marchés subséquents.....	12
5.5 Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents.....	12
5.5.1 Cas 1 : Critères prix uniquement.....	13
5.5.2 Cas 2 : Critères prix et environnement.....	13
5.5.3 Cas 3 : Critères prix et valeur technique.....	13
5.5.4 Cas 4 : Critères prix, valeur technique et développement durable.....	13
Article 6. Utilisation de prix de l'accord cadre dans les marchés subséquents en phase d'exécution.....	14
Article 7. Exclusion d'un accord-cadre, à l'encontre d'un des titulaires.....	14
Article 8. Résiliation d'un accord-cadre à l'encontre de l'ensemble des titulaires.....	14
Article 9. Dérogation aux documents généraux.....	15

Article 1. **Objet - Intervenants – Dispositions générales**

1.1 **Objet de l'accord-cadre – Domicile du titulaire**

La consultation concerne un accord-cadre portant sur des travaux liés à des dispositifs de retenue métalliques ou en béton : mise en place, remplacement, modification de la largeur de fonctionnement, pose d'écran de protection de motocyclistes, ainsi que des diverses prestations annexes (longrines ben béton armé, mise en place de dispositif d'ouverture rapide, maçonnerie en moellons naturels, pose d'enrochements, ...).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Pour le membre du groupement « DIRMC », les prestations auront lieu sur les routes nationales gérées par la DIRMC dans le département de la Lozère (48) en dehors de l'A75 (RN106, RN88, ...), dans le département de l'Aveyron et dans le département de l'Hérault (34) sur A75, A750, RN109 et RN2009
- Pour le membre du groupement « Région AURA », les prestations auront lieu sur les routes nationales gérées par la DIRMC des départements du Cantal (15), de la Haute-Loire (43) et de l'Ardèche (07) en dehors de l'A75. (RN122, RN102, RN88...).

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 2125-1 du Code de la Commande Publique ,

L'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents (cf article 5 ci-dessous) dans les conditions fixées aux articles R. 2162-2 et R. 2162-7 à R. 2162-10 du Code de la Commande Publique.

Le présent accord-cadre est conclu par le groupement de commandes entre la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central et la Région AURA. Le maximum global est réparti entre les deux membres du groupement. Les consultations subséquentes seront lancées par l'un ou l'autre membre du groupement dans ses outils dédiés (Place-Chorus pour l'État, SIAM-GDA pour la région AURA). Ils seront notifiés et exécutés par l'un ou l'autre membre du groupement.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Elles pourront être complétées, le cas échéant, dans le Cahier des Clauses Spéciales (CCS) des marchés subséquents.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège de la DIR MASSIF CENTRAL à Clermont-Ferrand, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au RMO l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés dits subséquents conclus sur la base de cet accord-cadre seront attribués après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre. Ces mises en concurrence interviendront lors de la survenance des besoins.

1.2 Allotissement

Le besoin homogène de travaux n'est pas alloti.

1.3 Dispositions générales

1.3.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.3.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

a) Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....du.....ayant pour objet.....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4.4 du CCAP du marché subséquent.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.3.3 Assurances

A. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

B. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre,
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs.

C. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation lors de leurs candidatures, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, le cas échéant, répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités

garanties ,nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc, ...).

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.3.4 Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG travaux, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

Article 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi,
- La Liste des Prix,
- Le présent CCAP de l'accord-cadre et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières des marchés subséquents (un pour les MS AURA et un pour les MS Etat-DIRMC),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux,
- Le mémoire technique remis par l'entreprise
- le SOPAQ
- Le SOPRE.

Article 3. Durée de chaque accord-cadre et délais d'exécution

3.1 Durée de l'accord cadre

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront mentionnés dans l'acte d'engagement des marchés subséquents. Toutefois, la reconsultation pourra, le cas échéant, autoriser des variantes sur le délai d'exécution.

Article 4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux

sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

4.1 Révisions des prix

Lors des reconsultations pour les marchés subséquents, le calcul du montant de référence indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement de l'accord cadre, sera conduit sur la base des prix de l'accord cadre révisés avec les derniers indices connus à la date de reconsultation.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4.3 et 4.4 ci-dessous.

4.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée dans le dossier de consultation de l'accord-cadre. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

4.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leur structure pour la révision des travaux faisant l'objet des marchés subséquents sont :

INDEX	DÉSIGNATION
DRR02	Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine

Les index de référence sont appliqués aux prix (ou séries de prix) suivants :

INDEX	PRIX CONCERNÉES
DRR02	Prix n°0-1 au prix n°7-3 – Prix n°12-1 au prix n°20-6 – Prix n°21-2 au prix n°21-6 – Prix n°21-9 au prix n°21-14.
TP08	Prix n°8-1 au prix n°11-6 – Prix n°21-1 – Prix n°21-7 et n°21-8 – Prix n°21-15 au prix n°21-34.

Ils sont publiés :

– à l'INSEE et au Moniteur des travaux publics.

4.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul est donné par la formule :

$$Cn = I_n / I_o$$

avec : **I_o** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I**, **dernier indice connu définitif ou provisoire à la date de reconsultation.**

Article 5. Règles de consultation communes aux marchés subséquents

5.1 Mise en concurrence

Les marchés subséquents feront l'objet d'une mise en concurrence par dossier de consultation adressé à tous les titulaires de l'accord cadre. Le mode de transmission sera la plateforme www.marches-publics.gouv.fr si l'acheteur est la DIRMC ; achatpublic.com si l'acheteur est la région AURA.

Le dossier de consultation mentionnera au minimum les éléments suivants :

- les **marchés subséquents** s'inscriront dans l'une ou l'autre des **typologies** suivantes :
 - cas 1 : consultation uniquement sur le prix,
 - cas 2 : consultation sur le prix et valeur environnementale,
- le niveau de contraintes pour le marché subséquent (cf acte d'engagement article 2 : prix),
- la pondération des critères de jugement des offres,
- la date limite de remise des offres,
- la situation géographique des travaux,
- la durée de la période de préparation (qui commencera à partir de la réception par le candidat de l'ordre de service de commencement de la période de préparation),
- les mesures relatives à la sécurité et la protection de la santé,
- les contraintes liées à l'exploitation des voies sous circulation en phase chantier.

5.2 Conditions de la consultation

5.2.1 Variantes

Non autorisées.

5.2.2 Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Spéciales

Sans objet.

5.2.3 Solutions techniques complémentaires ou alternatives

Ces solutions seront mentionnées le cas échéant dans le Cahier des Clauses Spéciales des marchés subséquents.

5.2.4 Délais de réalisation

Les délais de réalisation seront mentionnés dans l'acte d'engagement des marchés subséquents. La consultation pourra, le cas échéant, autoriser les entreprises à proposer un délai d'exécution dans la limite d'un délai plafond. Ce délai commence à partir de la réception de l'ordre de service de commencement des travaux.

5.2.5 Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

5.2.6 Délai de validité des offres pour les marchés subséquents

Sauf précisions particulières dans la consultation, le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le dossier de consultation des marchés subséquents.

5.2.7 Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG Travaux.

5.2.8 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

Obligation de confidentialité :

En application de l'article 5-1 du CCAG travaux, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Règlement général sur la protection des données :

En application de l'article 5-2 du CCAG travaux, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

5.2.9 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

5.2.10 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Ces garanties seront mentionnées le cas échéant dans le dossier de consultation des marchés subséquents.

5.2.11 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

5.2.12 Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

5.2.13 Clauses sociales et environnementales

- **Clauses sociales :** Une clause sociale d'insertion obligatoire sera inscrite dans chaque marché subséquent supérieur à 200 000€HT, à raison de 5h par tranche de 10 000 € HT,
- **Clauses environnementales :** • gestion des déchets dont l'organisation sera décrite dans un SOPRE • utilisation de modes de déplacement peu émetteurs en polluants : **pour les véhicules légers**, il est demandé que ceux-ci soient au minimum respectueux de la classe 2 de la vignette Crit'Air, à savoir des véhicules et utilitaires légers diesel mis en service à partir du 1er janvier 2011, et des véhicules et utilitaires légers essence mis en service à partir du 1er janvier 2006 ; **pour les véhicules lourds**, ces derniers doivent être conformes au minimum à la norme EURO 5 à savoir des véhicules mis en service à partir du 01 janvier 2011.

5.3 Documents fournis aux candidats

Les marchés subséquents feront l'objet d'une consultation par dossier adressé aux titulaires de l'accord-cadre. La transmission se fera par le profil d'acheteur AURA (APC) pour un marché subséquent AURA ou par le marches-publics.gouv.fr pour un marché subséquent Etat/DIRMC.

- La lettre de consultation,
- Le cadre de l'acte d'engagement du marché subséquent,
- Le cahier des clauses spéciales,
- La liste de prix propre au marché subséquent utilisant des intitulés de prix de l'accord cadre et, le cas échéant, des prix spécifiques au marché subséquent,
- Le cadre du document financier dont le montant total ne devra pas dépasser les tolérances fixées à l'article de l'acte d'engagement de l'accord cadre,
- Des éventuelles pièces complémentaires (plans, études, PGC si le marché y est soumis) destinées à figurer dans le marché subséquent,
- Des éventuelles pièces complémentaires données à titre indicatif et non destinées à figurer dans le marché subséquent.

Le Cahier des Clauses Spéciales complétera, pour les marchés subséquents, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) figurant dans l'accord cadre.

Dans le cas où des prestations non prévues dans la liste des prix initiale de l'accord cadre apparaissent nécessaires pour la réalisation d'un marché subséquent donné, une liste des prix complémentaire sera fournie.

5.4 Composition de l'offre pour les marchés subséquents

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement à dater et signer électroniquement avec un certificat de signature valide par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entrepreneur,
- la liste des prix unitaires,
- le document financier ;
- selon la typologie du marché subséquent, la notice environnementale ;
- le SOPAQ (sauf, éventuellement, en cas de reconsultation uniquement sur le prix) ;
- le SOPRE/SOGED (sauf, éventuellement, en cas de reconsultation uniquement sur le prix) ;

Il est stipulé que le SOPAQ et que le Plan d'Assurance Qualité dans tous les cas (inhérent à chaque marché subséquent) seront en tout point cohérents avec le mémoire technique de chaque accord cadre.

Des sous-détails de prix pourront également être demandés.

5.5 Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont visées aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du CCP. et les offres anormalement basses à l'article L.2152-5 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Les offres irrégulières pourront être régularisées au cours de la négociation, sauf si cette régularisation est susceptible de modifier de manière substantielle l'offre ou de fausser la concurrence. Les offres inacceptables telles que définies à l'article L.2152-3 du CCP, seront rejetées

Le maître d'ouvrage examinera l'offre des titulaires de l'accord-cadre pour établir un classement. Ce classement tiendra compte des pondérations éventuelles de chaque critère afin d'obtenir une note globale (/100). L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par le RMO.

Le règlement de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent pourra comporter les critères suivants pour le jugement des offres.

5.5.1 Cas 1 : Critères prix uniquement

Les propositions seront classées suivant le montant de l'offre. Ce cas correspond aux marchés subséquents simples pour lesquels le maître d'ouvrage estime que les précisions techniques utiles ont déjà été acquises lors de la passation de l'accord cadre.

5.5.2 Cas 2 : Critères prix et environnement

Les offres seront jugées selon la grille de critères suivante :

Critère d'attribution	Pondération
Valeur environnementale Prise en compte de critères liés à l'environnement apprécié au vu du contenu et des éléments de la notice environnementale spécifique au marché subséquent. La note du critère « environnement » résultera des données de cette notice. Aucun document ni autre pièce ne serviront au calcul de cette note.	[10 % ; 20 %]
Le prix des prestations	[80 % ; 90%]

Ces critères s'appliquent pour les marchés subséquents présentant des attentes particulières dans le domaine environnemental.

En complément du mémoire technique exigé à l'accord-cadre, une notice spécifique à la prise en compte de critères liés à l'environnement sera demandée au marché subséquent.

Les pondérations applicables à chacun des critères seront précisées dans la lettre de consultation du marché subséquent, la somme des pondérations affectées à l'ensemble des critères étant de 100 %.

Article 6. Utilisation de prix de l'accord cadre dans les marchés subséquents en phase d'exécution

Lors de l'exécution des travaux, et en cas de prestation supplémentaires nécessitent la fixation de prix nouveaux dans le cadre du marché subséquent, si ces prix figurent dans l'accord-cadre, l'avenant sera établi en tenant compte des prix plafonds de ce dernier.

Article 7. Exclusion d'un accord-cadre, à l'encontre d'un des titulaires

L'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour un des titulaires, par anticipation et sans indemnités, dans le cas d'insuffisance suivant :

- exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés subséquents,
- non-participation récurrente aux consultations pour les marchés subséquents.

Article 8. Résiliation d'un accord-cadre à l'encontre de l'ensemble des titulaires

L'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation et sans indemnités, dans l'un des cas d'insuffisance suivants :

- offres pour les marchés subséquents, de la part de l'ensemble des titulaires, irrégulières ou absence d'offres permettant la passation d'un marché subséquent,
- anomalies de prix ou de contenu réparties à tour de rôle entre les titulaires dans leur offre.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en application de l'article 50.3.1.h du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG travaux :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le RMO peut résilier le marché pour ce motif.

Si le titulaire ne déclare pas sans délais sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le RMO peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Article 9. Dérogation aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP de l'accord-cadre sont

apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP article 1.3.3 C déroge à l'article 8.1.3 du CCAG

CCAP Article 8. déroge à l'article 50.3.2 du CCAG